

Joseph Périqot

Le crépuscule des éditeurs

Voyage sur les chemins mal connus
du monde des livres

éditions
parole

« Au-dessous de la littérature visible existe une littérature invisible, faite de milliers de textes qui ne seront pas publiés, que presque personne n'aura lus, et qui n'est sans doute guère moins intéressante que celle que nous connaissons. Elle disparaîtra, sans traces, sans mémoire. On pourrait rêver de dictionnaires, d'encyclopédies de la littérature invisible, où figureraient des noms inconnus, des titres qui ne disent rien à personne. C'est notre bibliothèque d'Alexandrie : elle brûle en permanence, de toute la masse de livres que rejette l'édition. L'histoire d'une littérature n'est jamais que celle de la partie émergée des textes. Non un fait absolu, mais l'actualisation d'une possibilité. »

Pierre Jourde

Avant-propos

Souvenirs d'un Candide

J'ai écrit quelques livres, j'en ai mis en page comme graphiste, imprimé comme imprimeur, édité comme éditeur, et j'en ai vendu comme libraire. Depuis la fin des années 80, en trente ans, j'ai fait toute la chaîne professionnelle du livre, à l'exception du maillon diffusion-distribution. C'est pendant cette période que l'édition française s'est gravement dégradée. Fabrice Piault, rédacteur en chef de *Livres Hebdo*, le magazine professionnel, l'a résumé en une formule-choc : « L'édition échappe à l'édition », dans un ouvrage au titre évocateur : *Le Livre : la fin d'un règne*¹.

Cette « fin de règne » m'affecte profondément. Bien que né dans « la France d'en bas », d'une mère placée comme bonne à tout faire à l'âge de douze ans et d'un père charretier sorti de la ferme pour faire la route comme camionneur, la littérature a occupé une place centrale dans ma vie dès l'école primaire. J'étais un grand lecteur, mon père me houspillait : « Tu vas t'esquinter les yeux ! Va donc

jouer au ballon ! » J'écrivais des poèmes, des petites histoires, un journal intime. Au CM2, le directeur m'envoyait faire le tour des classes pour lire mes rédactions. Elles s'en trouvaient « publiées », au sens de « rendues publiques ». En classe de troisième, j'ai entrepris un roman, sous l'influence d'un prof chahuté qui se foutait pas mal du chahut, qui fumait la pipe en cours et écrivait des dramatiques pour André Beucler sur Radio Monte-Carlo.

Adolescent, j'accompagnais souvent mon père en camion. Ma mère m'y encourageait, avec une recommandation : « Parle-lui, qu'il ne s'endorme pas au volant. » Il « montait » plusieurs fois par semaine de Dieppe à Paris, avec une cargaison d'agrumes. C'est ce qu'il disait : « monter » à Paris, comme si Paris était en altitude. Le Berliet cinq cylindres arrivait place de l'Étoile sur le coup de deux heures du matin, et c'était toujours pour moi un éblouissement, cette ville sans limites, brillant de tous ses feux, capitale de la France. Je lui prêtais une vie mystérieuse et supérieure, comme le manant devant le château où se déroule la fête qu'il regarde de loin, accroché à la grille. Ainsi se présentait à moi la littérature, avec un L majuscule, que les typographes appellent précisément « capitale ». Il m'a fallu du temps pour oser sonner à la porte du château. J'écrivais sans chercher à être lu, ni par mes proches ni par un éditeur. Mais j'écrivais pour être lu un jour – le jour où j'estimerai mes écrits à la hauteur de l'idée que je me faisais de la littérature. Je ne doutais pas que ce jour adviendrait. J'en rêvais sans impatience. Il m'est arrivé, en voyage à Paris, de rôder rue Sébastien-Bottin et rue Jacob. Ce n'était pas des rues ordinaires pour moi, elles étaient transfigurées par la présence de Gallimard

et du Seuil, qui étaient alors les deux maisons les plus prestigieuses. Quand, des années plus tard, devenu auteur et éditeur, je m'y rendais pour des raisons professionnelles, j'avais encore un sentiment d'exaltation, avec une pointe de fierté. Je me rappelle m'être dit : « Ici, je suis exactement à ma place, je me suis rejoint moi-même... »

Sans doute étais-je un peu naïf. Provincial, aussi. L'édition réelle, lourdement parisienne, ne méritait pas une telle déférence. Mais je l'ai abordée à une époque où elle était encore « exceptionnelle », au sens de « l'exception culturelle ». On n'y fabriquait pas un produit. Il était même choquant de parler de « produit » pour un livre et le mot « fabrication » ne désignait que le travail de l'imprimeur. En dépit de ma culture marxiste et bravant le ridicule, j'irai jusqu'à dire aujourd'hui : l'esprit soufflait dans ces maisons d'édition patrimoniales ! On n'y respirait pas le même air, l'espace avait une quatrième dimension, celle de la *spiritualité*. Oui, comme dit Virginie Lou-Nony² : « Il faut arracher le mot "spiritualité" des griffes malsaines de la religion. L'homme a une vie spirituelle, c'est même ce qui le distingue (en principe) du chien content d'avoir sa gamelle de croquettes chaque jour à la même heure. »

Avertissement

Les chiffres rapportés dans cet essai viennent pour beaucoup de sites Internet et peuvent paraître imprécis, voire contradictoires. Établis sur des critères différents, ils varient d'une source à une autre. Par exemple, le nombre d'éditeurs en France est estimé à 300 par le Syndicat national de l'édition sur la base d'un chiffre d'affaires « significatif » d'un million d'euros, tandis que Livres Hebdo, le magazine professionnel, qui se base sur une activité simplement « régulière », en recense un millier, et le répertoire du Cercle de la librairie près de 3000 en intégrant les petits éditeurs à la production discontinuée. Si on ajoute les auteurs-éditeurs publiant un livre occasionnellement, le nombre monterait même à 10 000.

Même incertitude pour la composition des holdings, qui passent leur temps à jouer au Monopoly. On a à peine le temps de boucler un chapitre que Hachette a largué Virgin Megastore ou que Gallimard a racheté Flammarion. . .

Je ne me suis pas fait un problème de ces imprécisions, l'objectif de cet ouvrage étant simplement d'établir un diagnostic vraisemblable de la maladie de l'édition et de repérer les signes d'une guérison possible. J.P.

« *L'Éditeur, intermédiaire intelligent entre le public et tous les travailleurs qui concourent à la confection d'un livre, ne doit être étranger à aucun des détails du travail de chacune de ces personnes ; maître d'un goût sûr, attentif aux préférences du public, il doit sacrifier son propre sentiment à celui du plus grand nombre, pour arriver insensiblement et par des concessions graduées à faire accepter ce que les vrais artistes d'un goût plus éprouvé approuvent et désirent. Cette profession est plus qu'un métier, elle est devenue un art difficile à exercer, mais qui compense largement ses ennuis par des jouissances intellectuelles de chaque instant.* »

Non, cette déclaration n'est pas d'Antoine Gallimard. Elle est de l'éditeur Léon Curmer et date de 1839. Dans *Naissance de l'éditeur, l'édition à l'âge romantique*³, Pascal Durand et Anthony Glinoyer y voient l'acte officiel de naissance de l'éditeur moderne, alors qualifié de « banquier du talent ». Après la disparition de Christian Bourgois, Éric Losfeld, Maurice Nadeau et POL, on chercherait en vain dans le paysage de l'édition littéraire un éditeur répondant à cette définition – sauf, peut-

être, du côté des « petits éditeurs », de ceux qui finissent par déposer le bilan après des années de galère ou par se faire manger par plus gros qu'eux.

Le double marché

Certes, au XIX^e, Sainte-Beuve opposait déjà la « littérature de création » à la « littérature industrielle », c'est-à-dire les romans-feuilletons d'Eugène Sue et de Walter Scott, ou la *Bibliothèque des chemins de fer* de Louis Hachette. Et ce « double marché du livre », comme on l'appelait déjà à l'époque, n'était pas nouveau. Au XVII^e, à côté des livres savants ou raffinés réservés à une élite, les colporteurs diffusaient les « livres bleus », des ouvrages à bas prix, religieux, pratiques ou de divertissement, qui seront à la base de la culture populaire pendant plus de deux siècles.

Mais le marché du livre peut bien être double, autrement dit cibler des publics différents et répondre à des besoins spécifiques, qui parfois se recoupent. Apprécier René Char n'empêche pas de se divertir avec un polar bien troussé. De nombreux bons éditeurs ont d'ailleurs pratiqué le mélange des genres, finançant des livres réputés difficiles par des publications grand public.

Il y a problème quand le marché « industriel » étouffe le marché « de création ». Et c'est le cas aujourd'hui. Sainte-Beuve n'imaginait pas jusqu'où irait « l'industrie ». Il n'y aura bientôt plus sur le marché courant que des livres sans importance, des livres-bidons, l'équivalent intellectuel de la malbouffe, un produit sans odeur ni saveur, nourrissant mal l'esprit ou pas du tout, pouvant même s'avérer toxique.

En vingt ans, tout s'est dégradé

Dans les années 1980, l'édition française était dominée par deux grands groupes, Hachette et les Presses de la Cité (rebaptisées Groupe de la Cité, puis C.E.P., puis Havas – ils changent sans cesse de casquette avec les mêmes maîtres), qui contrôlaient les deux tiers de la production. Restait un tiers honorable, si l'on peut dire, avec de grandes maisons indépendantes comme Gallimard et Le Seuil, dont la qualité éditoriale limitait la logique de profit des deux conglomérats. Une partie importante du marché leur échappant, ceux-ci ne pouvaient pas publier n'importe quoi n'importe comment. Bien que propriétés de Hachette, déjà qualifiée à l'époque de « pieuvre verte », des éditeurs comme Grasset ou Fayard s'abritaient derrière les maisons indépendantes pour imposer de la qualité.

Vingt ans plus tard, les loups règnent dans la bergerie. 1 % des éditeurs palpent 80 % du chiffre d'affaires. C'est la course effrénée aux best-sellers, même dans la littérature de jeunesse, encore créative avant le séisme provoqué par la vente inédite de cinq millions d'exemplaires, dans la seule année 95, de la misérable collection « Chair de Poule », achetée aux Américains par Bayard.

Comme le commerce du livre tend à perdre des « points » chaque année dans une société en crise de lecture, on compense la perte de lecteurs au titre en multipliant les titres (40 000 en 1990, 82 000 en 2018, soit 225 par jour⁴). Ce qui a pour effet de surcharger les librairies au détriment de la petite édition intelligente et pose le même problème que la technique du chalut de fond qui, pour pêcher trois poissons, en rejette une centaine de morts à la mer :

150 millions de livres sont transformés chaque année en carton à pizza ou en boîte à chaussures. Les librairies n'ont plus de fonds, les bons libraires n'ont plus le moral ni le sens de l'accueil, ils se savent à l'article de la mort. Les auteurs ne savent plus où ils habitent.

Dans la presse dominante, les journalistes parlent des mêmes livres, dans des articles creux et interchangeableables qui reprennent souvent les termes du « prière d'insérer » de l'éditeur. Et ils font la part belle aux vedettes, Marc Lévy et Guillaume Musso en tête. La critique littéraire exigeante est aujourd'hui marginale avec *Le Matricule des Anges* (7 000 exemplaires) et *La Quinzaine littéraire* (20 000 exemplaires, dans la période la plus faste) – et après la mort de Maurice Nadeau, en 2013, la revue est désorientée.

La révolution numérique

Dès le milieu des années 90, on assiste à la montée en force d'Internet. En deux ans, le nombre de sites Web passe de 20 000 à 1 million, on en compte plus de 300 millions en 2011 et un milliard en 2014. En janvier 2007, 28,3 % des « Français de 11 ans et plus » sont des utilisateurs réguliers d'Internet. Cinq ans plus tard, l'effectif a plus que doublé : 71,6 %. Et la vente en ligne se développe avec deux leaders, Amazon et la Fnac.

Le monde du livre s'en est très vite inquiété. En premier lieu, les libraires, déjà victimes de la concurrence des grandes surfaces culturelles, depuis la création de la première FNAC, en 1974. Il faut pourtant attendre début 2007, sept ans après

l'implantation d'Amazon en France, pour que le Syndicat de la librairie française (S.L.F.) se décide à organiser la vente en ligne et elle ne se développera que plusieurs années plus tard.

Quant aux éditeurs, imbus de leur pouvoir symbolique, ils ont d'abord traité Internet par le mépris. Le développement de la numérisation, l'apparition des « liseuses » et la voracité du monstre Google les ont quand même décidés à se bouger, mais *Le Monde* peut titrer en mars 2013 : « *L'édition française n'a pas fait sa révolution numérique.* »⁵ Verrouillés par des DRM (Digital Rights Management)*, donc non copiables, non prêtables, les ebooks sont à peine moins chers que leurs équivalents « papier ». Les éditeurs ont mis quatre ans à s'entendre sur un nouveau contrat d'édition fixant les conditions d'exploitation des œuvres numériques. Ils y vont à reculons, continuant à voir Internet plus comme une menace que comme une opportunité.

Le livre a connu deux révolutions. La première date de l'invention des caractères mobiles, au XV^e siècle. Son évolution sera peu sensible jusqu'au milieu du siècle des Encyclopédistes, qui voit le triplement du nombre de titres et de tirages. Mais au XIX^e, la production en volumes est multipliée par 20, en vertu de l'accroissement de la population (10 millions en un siècle), et, surtout, des progrès de l'alphabétisation, objet d'une volonté politique dont les Lois Jules Ferry seront le couronnement en 1882. Le livre est alors entré dans l'ère de la consommation de masse et de la fabrication industrielle, grâce à la mécanisation de la papeterie, de

* En français : GDN (Gestion des droits numériques)

l'imprimerie et de la reliure. Ce fut la deuxième révolution.

La troisième est pour demain. « Les mutations de notre présent bouleversent tout à la fois les supports de l'écriture, la technique de sa reproduction et de sa dissémination, et les façons de lire. Une telle simultanéité est inédite dans l'histoire de l'humanité. » Ainsi s'exprime l'historien du livre Roger Chartier, dans son discours inaugural au Collège de France⁶, titré « *L'écrit et l'écran, une révolution en marche* ». Elle va mettre sens dessus dessous la « chaîne » du livre – laquelle a tout à y gagner, contre les hommes d'affaires travestis en éditeurs qui dominent aujourd'hui.

Mais cette révolution n'est peut-être pas seulement à l'endroit où on l'attend, dans la lecture sur écran et le commerce en ligne. L'évolution de la technologie numérique permet de produire aujourd'hui, à un prix abordable pour une petite structure, une imprimante tout-en-un capable d'imprimer un livre complet, corpus et couverture reliée, en quelques minutes. Et des imprimeries numériques très performantes se sont créées – comme Yenoaa, à La Roque-d'Anthéron, dans les Bouches-du-Rhône – qui fabriquent des livres de qualité à petits tirages (quelques centaines) et à des prix compétitifs. Le papier n'a sûrement pas dit son dernier mot.

I
L'ÉTAT DES LIEUX

1

L'édition échappe à l'édition⁷

André Schiffrin a été pendant vingt ans à la tête de Pantheon Books, une prestigieuse maison d'édition littéraire aux États-Unis, reprise de son père Jacques, qui fut l'ami d'André Gide et l'inventeur de *La Pléiade*, contraint à l'exil par l'occupation allemande en 1941. Franco-américain, André Schiffrin jette un regard d'étranger sur un pays qui ne l'est pas pour lui. Et il avoue avoir été pris de court par les changements brutaux survenus dans l'édition française en l'espace d'une année, avec l'affaire Vivendi. Il en tire même une généralité inquiétante : « Des cultures traditionnelles peuvent être modifiées en très peu de temps : ce qui semblait aux yeux de tous un paysage stable et bien établi a pu se trouver aisément bouleversé. Comme dans une rangée de dominos, les transformations d'une entreprise ont entraîné une série de métamorphoses qui ont fini par altérer l'espace culturel public en France. »⁸

Dans son premier livre, *L'Édition sans éditeurs*⁹, il analysait la situation en Grande-Bretagne et aux USA, qu'il connaissait bien pour en avoir été personnellement victime. Pantheon Books ayant été absorbé par le groupe allemand Bertelsmann, en 1990, il avait démissionné et créé New Press, maison indépendante à but non lucratif. Mais ce qui était advenu aux USA, à savoir le contrôle de 80 % de l'édition par cinq grands groupes, donc l'écrasement de la création littéraire, ne lui semblait pas sérieusement menacer la France.

L'affaire Vivendi

Il suffira d'un Jean-Marie Messier. Ce petit homme rond et charmeur, polytechnicien et père d'une ribambelle d'enfants (deux traits plutôt rassurants pour le grand public) est d'une ambition démesurée. Il se projeta en magnat à l'américaine, faisant de la vieille Compagnie générale des eaux, rebaptisée Vivendi, le n° 2 mondial de l'industrie des médias, derrière AOL-Time-Warner, en pratiquant une série de rachats, parfois spectaculaires, comme celui des Studios Universal à Hollywood¹⁰.

Il défraya la chronique people avec un appartement de 17 millions de dollars sur Park Avenue, les Champs-Élysées new-yorkais, et des dons faramineux au Metropolitan Museum. Le rachat de Havas le porta à la tête d'un groupe de presse important (*L'Express*, *L'Expansion*, *le Courrier international*, etc.) et d'une flopée de maisons d'édition : Laffont, Plon, Larousse, Nathan, Bordas, Dalloz, Dunod, Masson, Pocket, Robert, Presses de la Cité. Ce qui donnera VUP, Vivendi Universal Publishing.

Néanmoins, le paysage éditorial français ne s'en trouva pas profondément modifié. Comme le montre l'ouvrage de référence *L'édition française depuis 1945*¹¹, « l'hyper-concentration » s'était faite dans les années 80 et 90, inaugurée avec le rachat, hautement symbolique, de Hachette par une société totalement étrangère au livre, Matra (aéronautique, aérospatiale, automobile, armement). Le monde de l'édition française, encore familial pour une bonne part, était tombé dans la gueule du grand méchant loup capitaliste. C'est l'époque où le directeur financier de Havas crée C.E.P. Communication, lequel rachète Nathan, puis Larousse, avant de fusionner, en 1988, avec Les Presses de la Cité, constituant un nouveau mammoth, le Groupe de la Cité.

Mais le capitaliste peut être aussi un loup pour le capitaliste : Havas, actionnaire principal du Groupe de la Cité, avale tout ça, ce qui donne Havas Publication Édition, dont le valeureux Messier, surnommé J2M, puis J6M (Jean-Marie Messier Moi-Même-Maître-du-Monde) ne fera qu'une bouchée. Son empire éditorial est alors estimé à 2,5 milliards d'euros, soit trois fois plus que son concurrent direct, Hachette Livre.

Las ! Ce jeu de Monopoly conduit le groupe Vivendi à la banqueroute en 2002. Explication de Pierre Musso, expert médiatique : « La recherche de valeur ne se fit plus, durant ces cinq années de la gestion Messier, dans une logique de développement industriel, mais simplement dans l'espoir de synergies et d'économies résultant des sociétés fusionnées, considérées comme des portefeuilles de "ressources" à réorganiser de façon à dégager de

la "valeur". » Autrement dit, une stratégie strictement financière et spéculative, courante et même galopante de nos jours, qui a conduit à une crise internationale en 2007 et à une « dette » des États – donc des naïfs contribuables – venus au secours des banques et des institutions financières.¹²

Un État douteux

Prenons bien la mesure de l'événement : il ne s'agissait pas d'une entreprise en difficulté parmi d'autres ; avec VUP, une partie essentielle du patrimoine français se trouvait en péril, les dictionnaires Larousse et Robert, par exemple, rien que ça !

C'est la raison avancée par le gouvernement français pour choisir la société Hachette comme repreneur : il fallait à tout prix empêcher que ce patrimoine ne tombe entre des mains étrangères. Mais dans l'économie mondialisée, il n'existe aucun grand groupe purement national. Hachette Livre avait à l'époque plus de 50 % d'actionnaires étrangers et possédait des sociétés en Espagne, en Grande-Bretagne et en Pologne. Ce souci « patriotique » cachait quelque chose. On ne peut pas s'empêcher de penser, même si c'est simpliste, que la vieille amitié entre Chirac et Jean-Luc Lagardère, patron de Hachette, n'était pas étrangère à ce choix.

Le gouvernement sortit de sa manche un autre argument grossier en faveur de Hachette : la taille de VUP imposait un repreneur à la hauteur ! En vérité, qu'est-ce qui empêchait de morceler le groupe ? Les sociétés le composant avaient été agglomérées artificiellement (sans l'avis des syndicats qui, pour l'oc-